



Question écrite de la Députée Kattrin JADIN
à Monsieur Didier REYNDEERS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires
étrangères et européennes,
concernant
les accords de libre-échange
- déposée le 22 mai 2018 -

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

Selon la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), un emploi sur 6 et 85% du PIB belge dépendent des exportations vers le reste du monde.

Quelques 196.000 emplois dépendent par ailleurs de l'exportation indirecte. À cet égard, la FEB préconise un débat serein autour des accords commerciaux européens qui doivent être ratifiés prochainement avec le Canada, le Vietnam ou encore le Japon.

La fédération encourage ainsi l'ouverture équilibrée et réciproque des marchés et encourage à la négociation de nouveaux accords de libre-échange.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, ma question est la suivante :

- Actuellement, au sein de l'Union européenne, quels sont les accords de libre-échange prioritaires ?
- Quels sont ceux qui ont le plus de chance d'aboutir ? Est-il possible d'estimer quand de tels accords pourront être signés et ratifiés ?

Je vous remercie, Monsieur le Vice-Premier Ministre, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

Kattrin JADIN

Question parlementaire nr. 1377 déposée par madame Kattrin JADIN, Députée, à Monsieur Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Les accords de libre-échange.

Selon la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), un emploi sur six et 85 % du PIB belge dépendent des exportations vers le reste du monde.

Quelque 196.000 emplois dépendent par ailleurs de l'exportation indirecte. À cet égard, la FEB préconise un débat serein autour des accords commerciaux européens qui doivent être ratifiés prochainement avec le Canada, le Vietnam ou encore le Japon.

La Fédération encourage ainsi l'ouverture équilibrée et réciproque des marchés et encourage à la négociation de nouveaux accords de libre-échange.

1. Actuellement, au sein de l'Union européenne, quels sont les accords de libre-échange prioritaires?
2. Quels sont ceux qui ont le plus de chance d'aboutir? Est-il possible d'estimer quand de tels accords pourront être signés et ratifiés?

REPOSE:

D'importants progrès ont été accomplis ces derniers temps dans les négociations d'accords commerciaux et plusieurs accords vont être prioritairement signés dans les prochains mois.

Ainsi, le 18 avril dernier, la Commission a soumis au Conseil les projets de décision pour la conclusion et la signature de l'Accord de Partenariat économique avec le Japon. La signature de l'accord devrait avoir lieu le 11 juillet prochain en marge du sommet Union européenne-Japon. L'accord ne recouvre que les aspects de commerce et d'investissement

ANTWOORD:

Er is de laatste tijd aanzienlijke vooruitgang geboekt bij de onderhandelingen over handelsovereenkomsten en in de komende maanden zullen verschillende overeenkomsten worden ondertekend.

Op 18 april diende de Commissie bij de Raad de ontwerpbesluiten in voor de sluiting en ondertekening van de economische partnerschapsovereenkomst met Japan. De ondertekening van de overeenkomst zal naar verwachting plaatsvinden op 11 juli in de marge van de EU-Japan-top. De overeenkomst heeft alleen betrekking op de aspecten van

qui ressortent des compétences exclusives de l'Union européenne. Les discussions en matière de protection des investissements sont encore en cours. Cet accord avec la troisième puissance économique du monde offre de nombreuses opportunités pour les entreprises belges, notamment dans les secteurs chimique, pharmaceutique ou agroalimentaire.

Le 18 avril 2018, la Commission a également transmis un projet de décision au Conseil en vue de la conclusion et la signature d'un accord de libre-échange avec Singapour, dans lequel le texte négocié est divisé en deux : d'un côté, une partie de l'accord de libre-échange (EU-Only) et de l'autre un accord sur la protection des investissements (compétences conjointes). Sous réserve de l'accord du Conseil, la signature des deux accords est prévue à l'automne, probablement en marge du Sommet ASEM. La Belgique, un des principaux partenaires commerciaux de Singapour, est partisane d'un accord équilibré et ambitieux avec ce pays, référence pour les autres accords avec les pays de l'ASEAN.

Après la procédure parlementaire du côté européen, début 2019, les dispositions commerciales de l'accord pourraient déjà entrer en vigueur.

handel en investeringen die onder de exclusieve bevoegdheid van de Europese Unie vallen. Discussies over investeringsbescherming zijn nog gaande. Deze overeenkomst met 's werelds op twee na grootste economie biedt veel kansen voor Belgische bedrijven, met name in de chemische, farmaceutische en agrofoodsector.

Op 18 april 2018 heeft de Commissie ook een ontwerpbesluit aan de Raad voorgelegd met het oog op de sluiting en ondertekening van een vrijhandelsovereenkomst met Singapore, waarin de onderhandelde tekst in tweeën is gedeeld: enerzijds een vrijhandelsovereenkomst (met enkel betrekking op *EU-only* bevoegdheden) en anderzijds een overeenkomst over de bescherming van investeringen (gemengde bevoegdheden). Onder voorbehoud van de instemming van de Raad, zal de ondertekening van de twee overeenkomsten naar verwachting plaatsvinden in het najaar, waarschijnlijk in de marge van de ASEM-top. België, een van de belangrijkste handelspartners van Singapore, is voorstander van een evenwichtige en ambitieuze overeenkomst met Singapore, zijnde een maatstaf voor andere overeenkomsten met de ASEAN-landen. Na parlementaire procedures aan Europese zijde, zouden de handelsbepalingen van de overeenkomst al begin 2019 in werking kunnen treden.

Les négociations d'un accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne ont été bouclées en décembre 2015, après deux ans de négociations. L'accord avec le Vietnam est le plus ambitieux jamais atteint avec un pays en développement et pourrait être appelé à servir de modèle à l'avenir. Le 1er juin, la Commissaire Malmström confirmait que l'examen juridique conjoint de ce texte est presque terminé, sous réserve de la confirmation finale du Viêt Nam. Une fois le texte définitif arrêté par les deux parties, il sera traduit dans toutes les langues officielles de l'UE ainsi qu'en vietnamien. Après la conclusion des procédures internes à la Commission, les propositions de décision concernant la conclusion et la signature de l'accord seront transmises au Conseil et au Parlement européen sans qu'aucune date ne soit encore avancée à ce stade.

Les négociations de la modernisation du *Global Agreement* conclu en 1997 avec le Mexique ont été lancées en juillet 2016 et ont toujours été soutenues par la Belgique. Après 9 rondes de négociations, la Commission européenne et le Mexique ont atteint un accord de principe le 21 avril. Même si un consensus politique existe maintenant sur d'importantes parties, cet accord de principe ne représente pas la fin du processus de négociation.

De onderhandelingen voor een vrijhandelsovereenkomst tussen Vietnam en de Europese Unie zijn in december 2015 afgerond na twee jaar onderhandelen. De overeenkomst met Vietnam is de meest ambitieuze ooit met een ontwikkelingsland en zou in de toekomst als een model kunnen worden gebruikt. Op 1 juni bevestigde commissaris Malmström dat de gezamenlijke juridische toetsing van deze tekst bijna voltooid is, onder reserve van de definitieve bevestiging van Vietnam. Zodra de definitieve tekst door beide partijen is voltooid, wordt deze in alle officiële talen van de EU en in het Vietnamees vertaald. Na de afronding van de interne procedures van de Commissie zullen de voorgestelde besluiten over de sluiting en de ondertekening van de overeenkomst aan de Raad en het Europees Parlement worden voorgelegd, waarvoor op dit moment echter nog geen datum is vastgelegd.

De onderhandelingen ter vernieuwing van het *Global Agreement* - dat in 1997 met Mexico werd afgesloten - werden in juli 2016 opgestart en werden steeds volmondig door België gesteund. Na 9 onderhandelingsrondes bereikten de Europese Commissie en Mexico op 21 april consensus over een principeakkoord. Hoewel er reeds consensus bestaat over de belangrijkste politieke delen, is dit principeakkoord echter niet het einde van het onderhandelingsproces.

Par ailleurs, les négociations continuent d'avancer avec plusieurs pays dont le Chili ou encore le bloc du Mercosur.

Les négociations avec le Mercosur sont entrées en phase finale mais continuent à buter sur un certain nombre d'éléments offensifs importants pour l'UE : indications, géographiques, règles d'origine (notamment pour les voitures), services maritimes et produits laitiers. En plus de baisses tarifaires sur de nombreux produits (notamment manufacturés, produits alimentaires transformés, etc.), l'accord se focalise sur l'introduction de disciplines, de normes et standards mais aussi la réduction des entraves au commerce.

Notre pays a de très nombreux intérêts offensifs qui devraient pouvoir être satisfaits au travers de cet accord, en particulier des réductions tarifaires, accès aux services, aux marchés publics ou encore des chapitres ambitieux en matière de normes sanitaires et phytosanitaires et sur le Commerce et de Développement durable. Dans le même temps, nous avons exprimé nos sensibilités agricoles importantes et insisté auprès de la Commission pour que les concessions tarifaires qui seront concédées ne conduisent pas à une déstabilisation du marché européen.

Le 8/11/2017, le mandat de négociation pour une modernisation de l'Accord d'Association avec le Chili était approuvé. De manière générale, l'accord avec le Chili, en vigueur depuis 2003, fonctionne bien. La modernisation en

Daarnaast lopen de onderhandelingen met verschillende landen, waaronder Chili of het Mercosur-blok, verder.

De onderhandelingen met Mercosur zijn de laatste fase ingegaan, maar er blijven een aantal belangrijke offensieve belangen voor de EU te onderhandelen: geografische indicaties, oorsprongsregels (vooral voor auto's), maritieme diensten en zuivelproducten. Naast tariefverlagingen voor veel producten (met name gefabriceerde goederen, verwerkte voedingsmiddelen, enz.), is de overeenkomst erop gericht discipline, normen en standaarden te introduceren en daarnaast ook handelsbelemmeringen te verminderen. Ons land heeft heel veel offensieve belangen in deze overeenkomst, met name tariefverlagingen, toegang tot diensten en openbare aanbestedingen en ook ambitieuze hoofdstukken over sanitaire en fytosanitaire normen en duurzame handel en ontwikkeling. Tegelijkertijd hebben wij onze belangrijke gevoeligheden voor de landbouw kenbaar gemaakt en hebben we er bij de Commissie op aangedrongen ervoor te zorgen dat de toe te kennen tariefconcessies niet leiden tot destabilisatie van de Europese markt.

Op 8 november 2017 werd het onderhandelingsmandaat voor een modernisering van de associatieovereenkomst met Chili goedgekeurd. Over het algemeen werkt de overeenkomst met Chili, die sinds 2003

cours, dont la négociation progresse rapidement, est l'occasion d'un approfondissement et de certaines innovations comme l'inclusion d'un chapitre sur le commerce et le genre ou encore un haut degré de transparence dans la négociation (publication du mandat).

Enfin, les directives de négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Australie d'une part et la Nouvelle-Zélande d'autre part ont été approuvées lors du Conseil Affaires étrangères / Commerce du 22 mai dernier et les négociations vont commencer avant la « trêve estivale ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.

van kracht is, goed. De lopende modernisering, waarvoor de onderhandelingen vlot verlopen, biedt een kans voor verdere ontwikkeling en innovaties, zoals de opname van een hoofdstuk over handel en gender en een hoge graad van transparantie bij de onderhandelingen (publicatie van het mandaat).

Ten slotte zijn de onderhandelingsrichtsnoeren voor de sluiting van een vrijhandelsovereenkomst met Australië enerzijds en Nieuw-Zeeland anderzijds goedgekeurd in de Raad Buitenlandse Zaken / Handel van 22 mei en de onderhandelingen zullen vóór de 'zomervakantie' aanvatten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en Federale Culturele Instellingen.

Didier Reynders